TLEMCEN

Sebdou la mal-aimée

Il suffit de parcourir une trentaine de kilomètres en direction du sud pour découvrir la ville de Sebdou dont le seul nom nous renvoie à la triste période coloniale.

Photos : D. R.

Cette ville située à l'entrée de la steppe fut d'abord une ville garnison et devient par la suite la première sous- préfecture de l'Oranie, mais elle fut avant tout le fief de la résistance contre l'occupant français. Les autorités coloniales savaient que c'est dans cette localité, en pleine steppe, que les armes destinées aux moudjahidine arrivaient de l'autre côté de la frontière. Pour l'histoire, on retiendra que la DST a ouvert dans cette ville le plus grand centre de torture dans les année 1950 et c'est durant cette même période que le Dr Benzerdjeb tombera en martyr au champ d'honneur à Dermem.

Cette ville est restée longtemps marginalisée et presque oubliée par les différents plans de développement depuis 1962. Sebdou finira par sortir de cette situation grâce aux derniers investissements consentis dans le plan de relance.

On peut citer beaucoup de réalisations d'infrastructures concernant les secteurs de la santé, de l'éducation et c'est surtout l'arrivée du gaz de ville qui a amélioré les conditions de vie dans cette ville où l'hiver est extrêmement dur, le thermomètre descendant au-dessous de zéro.

Beaucoup de choses ont été faites mais il reste beaucoup à faire, notamment au niveau des hameaux et douars qui ont été désertés par les populations durant la décennie noire. Certaines familles ont tout perdu et ont trouvé refuge à Sebdou. C'est le cas d'une famille menacée par la horde terroriste qui a trouvé refuge dans un garage ou de ce père de famille qui vit avec ses sept enfants dans une baraque en tôle, exposés à tous les risques. Il y a de nombreux cas similaires dans des quartiers de Sebdou qui ressemblent à des bidonvilles et qui ne font l'objet d'aucun intérêt : l'état des routes déplorable et l'absence d'éclairage public rendent encore plus difficile le quotidien de ces citoyens qui ne demandent pas grand-chose sauf le minimum pour vivre dans la dignité.

Il faut dire que la décennie sanglante a obligé plusieurs familles à prendre le chemin de l'exode dans cette région où les hameaux isolés étaient à la merci des terroristes. Ces paysans ont fui ont abandonnant leur maigre bien et sont venus s'installer dans la ville de Sebdou pour sauver leurs vies.

Dans certains quartiers, on a l'impression d'être dans un bidonville d'un autre siècle et là on peut se poser la question sur la compétence des élus. Et dire que Sebdou est considérée comme une ville martyre qui mérite tous les sacrifices. Il suffit d'évoquer le cas de quelques familles pour avoir une idée de ce qui reste à faire en matière d'habitat. La famille Bouazaoui a fui le village de Merchiche après le massacre qui a coûté la vie à 17 personnes en 1996 et vit depuis dans un taudis. D'autre part, 98 dossiers sont toujours en attente — depuis 2002 — du déblocage de la subvention prévue pour la restauration des habitations précaires. On citera un exemple de cette misère humaine : une famille de 9 personnes habite depuis 9 ans dans un gourbi. Ils sont nombreux à vivre cette espèce de bohême à quelques kilomètres de la civilisation. Pourtant, l'Etat a investi des sommes énormes pour améliorer les conditions de vie dans le monde rural. Rappelons que la stratégie adoptée par l'exécutif depuis 2004 était justement la priorité donnée à ces régions déshéritées qui ont résisté aux harcèlement des groupes terroristes. Certes, beaucoup de choses ont été faites, mais beaucoup reste à faire. Cependant, ce qui semble provoquer la colère de ces malheureux, c'est le reportage diffusé par la télévision qui donne une autre image de Sebdou, comme nous l'explique notre confrère Abdeslam Baroudi qui est né dans cette région qu'il connaît très bien : «Il y a une chose insupportable à Sebdou et qui est devenue courante à chaque fois que des citoyens sollicitent la presse écrite pour lui faire part de leurs problèmes. Nous nous sommes déplacés sur le terrain pour voir ce qui se passe réellement, et après chaque reportage publié, une équipe de l'ENTV se déplace à son tour à Sebdou pour pour donner une autre image en ignorant la misère de ces pauvres gens.»

On comprend cette colère surtout quand elle vient de l'Algérie profonde, celle du peuple d'en bas.

M. Zenasni

PRÉVENTION DES FEUX DE FORÊT

La conservation des forêts prend ses dispositions

A deux mois et demi des périodes caniculaires qui commencent généralement à partir de la mi-juillet, la wilaya prend les dispositions nécessaires pour prévenir les feux de forêt qui se comptent chaque année par dizaines, causant, outre des dégâts matériels importants, des pertes en vies humaines parmi les habitants vivant à proximité des massifs forestiers de la wilaya qui est l'une des mieux boisées du pays.

Ce n'est pas la première fois que l'on se prépare, des mois à l'avance, à faire face aux feux de forêt par la mobilisation des moyens humains et matériels.

Les campagnes de prévention se répètent conformément aux directives nationales et aux spécificités de la wilaya où l'on dénombre des centaines de villages installés à proximité des forêts et des dizaines à l'intérieur des massifs de l'Akfadou,Yakouren, Mizrana Sidi-Ali Bouneb, Amjoudh, Aït Yahia Moussa, Ouacif… Chaque année, les dispositifs, pourtant révisés et mis à jour, révèlent des failles dues à divers facteurs naturels. Les très fortes chaleurs des mois d'août et de septembre, l'absence d'humidité et les difficultés d'accès dans les massifs laissés à l'abandon, la présence d'une multitude de villages autour et au sein des forêts, maquis et broussailles avec leurs décharges sauvages favorisent le déclenchement des feux de forêts.

Les défaillances humaines telles que l'imprudence, le manque de maîtrise du dispositif de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, la baisse de vigilance de tous les concernés et la mauvaise coordination entre les différents intervenants permettent à ce phénomène récurrent de prendre des dimensions alarmantes. C'est ainsi que la dernière campagne, celle de 2008, s'est soldée par pas moins de 2 797,70 ha détruits par le feu et si l'on déduit les 1 266 ha de maquis et 1 043 de broussailles, ce sont quand même 488,70 ha de forêt, 42%, qui ont été décimés par les incendies, parmi lesquels, il convient de le noter, 82 ont été enregistrés durant les journées du 9 et 10 septembre qui ont ravagé 221,70 ha de forêt, soit près de la moitié de ce qui a été enregistré durant toute la saison, abstraction faite des maquis et broussailles où l'on signale respectivement 1012 et 791 ha.

Il aura suffi de 2 jours de sinistre pour multiplier par plus de 3 le nombre d'incendies enregistrés durant le reste de la saison, hors canicule, suivant l'analyse de la conservation des forêts. Mettant en exergue la très large part de la canicule dans le départ des feux, la même source estime à près de 80% et 70,90% le nombre de feux qui surviennent en août et septembre de chaque année.

1 066 foyers ont été recensés au cours de la période allant de 1999 à 2008 qui ont entraîné la destruction de plus de 2 3051 ha avec une moyenne supérieure à 18 ha par an, indique la même source, ajoutant que le recouvrement végétal des superficies brûlées nécessite pas moins de dix ans, laissant ainsi deviner l'ampleur de l'étendue où la nature n'a pas encore résorbé les séquelles des feux.

Les statistiques de la conservation donnent 37 village à hauts risques d'incendie, à savoir 3 dans la commune d'Aghrib, 2 dans celle d'Iflissen, au nord du chef-lieu de wilaya, 6 dans celle d'Aït Yahia Moussa, au sud-ouest, 11 dans celle de Yakouren et 10 dans celle de Zekri, à l'est. Pour parer à toutes les éventualités, la conservation préconise d'entourer les habitations par une bande dépourvue de végétation sur une largeur de 10 m et où les chantiers, autres que ceux de l'habitation, doivent être entourés d'une bande de protection de 25 m de large, et ce, entre autres moyens de prévention mis ou en cours de mise en place.

Dans le même ordre d'idées, on annonce la réalisation de 51 km de pistes, de bâches et points d'eau. 60 projets PPDRI (Programme de proximité de développement rural intégré) sont prévus au profit de 60 localités réparties sur 20 daïras, représentant 111 330 personnes.

Visant à la fois le développement durable et la protection permanente du patrimoine forestier, ces projets vont devoir traiter une superficie de 17 280 ha entre plantations d'oliviers, de figuiers, de cerisiers et l'extension de la surface agricole utile (SAU), en plus des actions spécifiques visant les 15 communes gravement touchées par les incendies de l'année dernière.

Il s'agit, entre autres, de la plantation de 345 ha de figuiers et 60 ha de cerisiers, 529 ha d'intensification d'oliviers, de la plantation de 242 ha de divers arbres fruitiers, de la réalisation de 40 km d'ouverture de pistes et de 11 captages de sources.

Quant aux moyens matériels de lutte disponibles pour cette campagne, ils demeurent sans changement notable, d'où la nécessité d'une surveillance permanente la plus rapprochée possible des lieux à risque élevé, notamment durant les mois d'août et de septembre. La mobilisation et la coordination de tous ceux qui sont impliqués dans le dispositif de prévention et de lutte contres les incendies de forêt s'avèrent également indispensable et primordiaux pour réduire les foyers d'incendie et leurs effets destructeurs sur le patrimoine écologique.

B. T.

SESSION ORDINAIRE DE L'APW DE GUELMA

La situation déplorable du réseau routier à l'ordre du jour

Pendant deux jours (5 et 6 mai), l'Assemblée populaire de la wilaya de Guelma, qui siégeait au titre de sa 1re session ordinaire, a examiné les deux grands dossiers consacrés à l'agriculture et au réseau routier. Ce dernier se trouve dans une situation «catastrophique». Il faut rappeler que la wilaya est traversée par les RN16, 20 et 21.

Les CW 27 et 29, reliant respectivement la commune de Hammam Debagh à celle de Bordj Sabath, via Bouhamdane, et la commune de Hammam N'Baïls à celle de Oued Chelam par Dahouara, et les chemins communaux demeurent aussi le cheval de bataille des pouvoirs publics. Ces routes ont connu au cours de l'hiver dernier de nombreux affaissements de la chaussée rendant difficile la circulation automobile. Les intervenants (élus à l'APW) ont justement proposé de prendre en charge d'une manière effective la dégradation très avancée de ces routes.

Les projets d'amélioration urbaine notamment dans leur volet relatif aux routes, assurer le contrôle, le suivi et l'entretien permanent des travaux routiers, selon les normes internationales, lancer des études approfondies en vue du traitement des cas répétés des glissements de terrain, telles sont les principales recommandations du rapport élaboré par la commission des équipements et d'aménagement urbain de l'APW, lié au secteur des routes et présenté lors de cette session ordinaire. En présence des membres de l'exécutif et des présidents d'APC, les élus de l'APW s'intéresseront au rapport de l'agriculture, qui risque, selon eux, de connaître des «perturbations» et d'accuser des «retards» à cause de la rareté du matériel agricole. «Même si nous nous attendons à une récolte moyenne ou forte de la prochaine campagne moisson-battage, nous devrons faire face cette année encore à une pénurie en matière d'engins agricoles, à l'exemple des moissonneuses-batteuses», explique un élu de l'APW.

Selon notre interlocuteur, les fellahs de la région ne disposeraient que de peu de moissonneuses-batteuses et autant de faucheuses. «Ce manque flagrant de matériel serait dû aux défaillances mécaniques et à l'indisponibilité de la pièce de rechange, mais surtout à la vétusté du parc roulant, lequel est carrément hors d'usage», ajoute-t-il.

A. Boudeffa

TÉBESSA

Saisie de 1 kg de kif traité

Ce mardi, la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale a réussi à démanteler un réseau spécialisé dans le trafic des stupéfiants. En effet, appuyés par des chiens dressés, ils ont pris d'assaut un domicile situé au quartier populaire de la Remonte et épinglé 7 individus en possession de 1kg de kif traité. L'interrogatoire préliminaire aboutira certainement à l'interpellation d'autres éléments faisant partie du réseau du trafic de la drogue, lequel a pris des proportions alarmantes dans un carrefour réputé pour être l'antichambre de toutes les opérations louches, illicites et frauduleuses. Les contrevenants seront présentés devant le parquet de Tébessa.

Saâdallah Djamel